

Une étude montre que les inégalités entre générations dans notre pays sont les plus fortes et les plus ravageuses en Europe. Une véritable crise de l'avenir

Une France qui sacrifie sa jeunesse

La France est pour une fois sur la première marche du podium, celui du classement des inégalités de générations. Elle a sacrifié sa jeunesse plus que n'importe quelle autre société développée, comme le démontre l'étude des niveaux de vie.

En sciences sociales, cet indice, construit à partir du revenu net après redistribution (donc après impôts et droits sociaux) et rapporté à la taille du ménage, est l'aune à laquelle se mesure la progression du confort dans une société.

Comme nous avons pu le relever dans nos travaux « *Generational Inequalities and Welfare Regimes* », parus en juin dans la revue *Social Forces*, depuis 1984, en France, par rapport à celui des sexagénaires, le niveau de vie relatif des trentenaires a perdu 17%. C'est là un effet de génération. En 1980, les sexagénaires étaient une génération sacrifiée, qui avait 20 ans lors de la crise des années 1930, et leurs trentenaires une génération dorée, née vers 1950. La malchance a changé de camp : nos sexagénaires, nés avant 1954, ont eu 20 ans dans une période d'expansion exceptionnelle.

Si la génération née en 1975 avait eu la chance de suivre la tendance de croissance exceptionnelle dont ont bénéficié les cohortes nées entre 1920 et 1950, ils bénéficieraient d'un niveau de vie 30% plus élevé. Cet écart, qui mesure le fossé entre générations, est un résultat exceptionnel, nettement au-dessus du pays qui se trouve en deuxième position de ce classement international, l'Espagne, située à 24%. Dans une société française qui continue de s'enrichir, les nouvelles générations de quadragénaires ne progressent pas. Cette redistribution entre les classes d'âge est sans pareille, même si les pays du sud de l'Europe ne sont pas si loin. Dans l'Europe méditerranéenne, dans ces pays champions du chômage des jeunes, les nouvelles générations sont en mauvaise posture.

A l'opposé de ce classement, les pays anglo-saxons et nordiques ne connaissent pas de telles inégalités : chaque génération a bénéficié par rapport à la précédente d'un même rythme de progression, selon un processus de croissance pensé par le philosophe allemand Emmanuel Kant (1724-1804), où les successeurs font mieux, mais seront dépassés par leurs propres puînés. Même en Allemagne, dont les microjobs précaires et les nano-salaires sont dénoncés, la réalité est meilleure que celle des jeunes Français.

Chaque nouvelle génération se retrouve devant une situation encore plus dégradée

Où que l'on regarde, la situation socio-économique française inquiète : de haut en bas de la pyramide des âges, un espace béant s'est formé. Mais chaque nouvelle génération se retrouve devant une situation encore plus dégradée. Avant même la récession de 2008, leur situation était déjà difficile. Il ne s'agit pas simplement du risque de chômage, du statut incertain des stagiaires, de la précarité rampante, qui deviennent à un moment ou l'autre le lot général. Nous voyons surtout la baisse des salaires nets subie par les nouveaux entrants, dont l'ancienneté future ne permettra jamais de remédier au choc initial. L'expansion des niveaux de diplômes a créé une génération identifiée à la classe moyenne supérieure, mais dont le revenu glisse sous celui des classes moyennes inférieures de la génération de ses parents. Cette nouvelle génération vit une tendance montante de déclassement économique.

Le diagnostic français a été maintes fois démontré, mais il a fait aussi l'objet d'un profond déni : trois registres de dénégations ont permis de ne rien en faire. Certains posent que, puisque les jeunes sont flexibles, ils rattrapent leurs difficultés en vieillissant. Ensuite, les destructeurs de la thèse générationnelle ont affirmé aussi que, avec un rythme séculaire de 2% de

Louis Chauvel
Sociologue à l'université du Luxembourg, membre honoraire de l'Institut universitaire de France et auteur du « *Destin des générations : structure sociale et cohortes en France du XX^e siècle aux années 2010* », (Presses universitaires de France, 2010)

Martin Schröder
Sociologue à l'université allemande de Marburg. Tous deux sont les auteurs de l'article « *Generational Inequalities and Welfare Regimes* », paru en juin dans la revue « *Social Forces* »

croissance par an, il n'y aura pas de problème de retraite en 2050. Le troisième argument estime que l'enjeu central n'est pas l'inégalité entre générations mais entre classes sociales ou niveaux de diplôme dans une génération : peu importe la paupérisation de la jeunesse en regard de l'explosion supposée des inégalités parmi les jeunes. Ces trois arguments sont battus en brèche par la comparaison.

Les plus récentes, menées au Luxembourg Income Study (un centre mondial

d'analyse des inégalités), permettent même d'ajouter des pièces centrales au puzzle français du sacrifice des jeunes générations. Nous pouvons ainsi comparer les *cohort bumps*, ces « dos-d'âne » qui opposent les générations chanceuses aux autres, et en repérer la permanence.

De ce point de vue, la France est le cas extrême, où les différentes cohortes semblent ne pas être du même pays. La comparaison à profil d'âge, de sexe, niveau de diplôme... identiques montrent que le fait

d'être immigré en France implique une perte de revenu de l'ordre de 15% ; c'est l'ampleur de la discrimination française à l'égard des étrangers. Elle est inférieure en intensité à la discrimination générationnelle subie par les cohortes nées en 1970 par rapport à celles nées dans les années 1940. Autrement dit, les jeunes générations françaises sont comme étrangères à leur pays.

La comparaison montre aussi l'effet de cicatrice au bout duquel le chômage et la précarité des vingténaires se transforment en bas salaires à vie, en retraites plombées au-delà. La société française, comme les autres sociétés méditerranéennes, ne se contente pas de sauver le confort des seniors d'aujourd'hui au prix de difficultés d'intégration de sa jeunesse, elle l'organise de telle sorte que les ressources perdues à l'entrée dans la vie adulte ne se rattrapent pas.

Les pays nordiques et anglo-saxons montrent plus de capacités de rattrapage. La résilience nordique, liée à une tradition de sécurisation flexible des parcours de

vie, contraste avec la rigidité des destins assignés avant la naissance. Le passage de la croissance rapide des « trente glorieuses » à la stagnation n'est pas une spécificité française. Ce qui change est bien la façon dont l'expansion et la crise ont été partagées par classes d'âge. Naguère, en 1979, le bachelier de deuxième génération gagnait plus que son père au même âge. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Un nombre croissant de diplômés se partagent un nombre stagnant de positions sociales confortables, dont le niveau de rétribution nette décline. Telles sont les désillusions d'un progrès disparu.

Enfin, sur trente ans, et c'est là l'aspect le plus surprenant de la comparaison, la société française n'est pas marquée par une croissance sensible des inégalités de niveau de vie à l'intérieur de chaque génération. La France fait exception à la tendance de l'explosion des inégalités de revenus après redistribution. Les pauvres des années 1980 étaient les seniors ; depuis, l'explosion de la pauvreté est moins évidente que sa concentration sur des classes d'âge plus jeunes, et le phénomène s'est encore amplifié depuis la crise de 2008. L'enseignement français de la crise, nous le savons au travers des enquêtes européennes sur les revenus et les conditions de vie (*Statistics on Income and Living Conditions*) de 2005 à 2012, est que les grands gagnants de la récession sont dans la classe d'âge des 60 à 70 ans.

Aucun pays n'est allé aussi loin que le nôtre dans cette maltraitance des nouvelles générations

Mais ce phénomène de déclin du niveau de vie des jeunes comparé à celui des seniors n'est pas circonscrit aux moins diplômés, contrairement aux idées reçues. Les bacheliers sont maintenant au centre de cette spirale de perte de statut : naguère plus proches des diplômés du supérieur et maintenant de ceux des sans-diplôme, leur dynamique est la plus inquiétante. La dérive est moins celle des sans-diplôme qui ont bénéficié de redistribution plus ciblée que celle des titulaires du seul bac. C'est à ce niveau que la pénurie d'emplois qualifiés s'est le plus fait sentir, avec des effets déléteres pour les classes moyennes.

Cette comparaison apprend plusieurs choses. La protection offerte aux *insiders* – « les favoris » – disposant d'une longue ancienneté par le modèle d'Etat-providence social-conservateur français a durablement écarté sa jeunesse du travail valorisant. Elle a transformé ses générations de jeunes chômeurs en travailleurs adultes privés d'au moins 20% de leur pouvoir d'achat dans un contexte de crise du logement. Aucun pays n'est allé aussi loin que le nôtre dans cette maltraitance des nouvelles générations.

Un paramètre explicatif central de l'échec des pays du Sud vis-à-vis des jeunes générations est le chômage des jeunes, mais il ne suffit pas. Le reflux des investissements productifs lorsqu'une génération à 25 ans est un bon prédicteur de son infortune future.

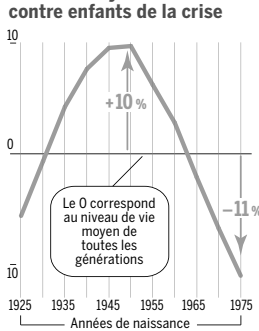
Les pays nordiques et les pays anglo-saxons, spécifiques par leurs régimes sociaux-démocrates d'un côté, économiquement néolibéraux de l'autre, ont trouvé de meilleurs équilibres entre les âges. Tous ont préféré l'extension de l'investissement, s'il faut au prix de plus d'inégalités, pourvu que le chômage des jeunes soit jugulé. La priorité a été mise dans le travail et l'avenir, plutôt que dans les droits liés à la séniorité, la protection des inclus, et l'intangibilité des retraites.

L'Allemagne, censée partager le même modèle que le nôtre, n'a pas procédé non plus à cette exclusion massive. Cette divergence est telle que nos collègues internationaux spécialistes des retraites ne classent plus la France à côté de l'Allemagne dans les régimes dits bismarckiens, mais avec les pays de la Méditerranée. ■

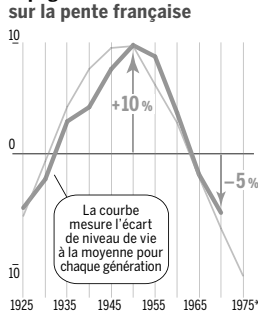
Niveau de vie selon la génération : le cas alarmant des jeunes Français

ÉCART DE NIVEAU DE VIE PAR RAPPORT À LA MOYENNE (À CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES ÉQUIVALENTES), EN %
Rappel de la situation française

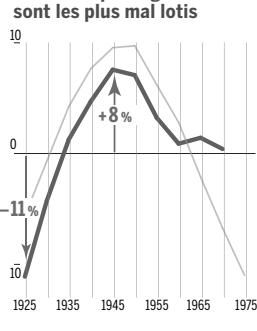
France : baby-boomers contre enfants de la crise



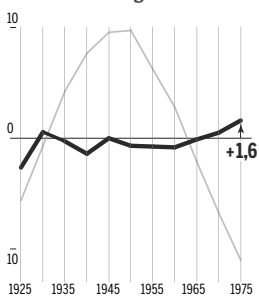
Espagne : sur la pente française



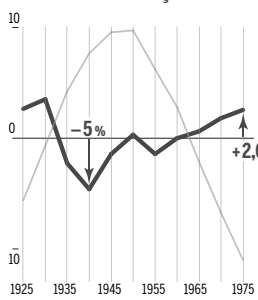
Italie : les plus âgés sont les plus mal lotis



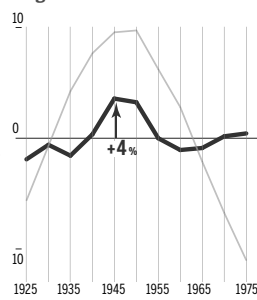
Etats-Unis : différences minimales entre générations



Royaume-Uni : à l'opposé de la situation française



Allemagne : aucune classe d'âge n'écrase les autres



* Données indisponibles

SOURCE : LOUIS CHAUVEL (LUXEMBOURG INCOME STUDY)

La tentation de l'ailleurs

LES CAUSES de ce déclassement systémique sont profondes et dépassent largement la responsabilité de tel ou tel gouvernement. S'il a fait de la jeunesse une des ses priorités, François Hollande semble impuissant à modifier cette tendance longue. Cette crise n'est pas la première : 1975, 1984, 1992, 2000, 2008 ont été des étapes importantes dans l'extension du chômage et dans l'incapacité à relever les niveaux de salaires des jeunes travailleurs. Si celui-ci se maintient, le prochain cycle est pour 2016. Nous devrions connaître aujourd'hui un petit âge d'or, ce qui est bien le fait de l'Allemagne et d'autres pays.

Notre longue crise structurelle, c'est en premier lieu le déclassement systémique de notre jeunesse. Cette question d'injus-

tice sociale entre les générations aurait pu fournir l'occasion d'un approfondissement de la doctrine de notre Etat-providence pour en étendre la portée. Le personnel politique en a ignoré l'importance. Dans le monde syndical, les jeunes et autres outsiders ont été trop souvent vus comme des générateurs. La gauche a préféré ainsi une autre forme de conservatisme.

Conséquences électorales

On a réduit la question à la classe d'âge : beaucoup voient dans la jeunesse un groupe de population fragile en cas de ralentissement économique et de chômage. Ce seraient de bons pauvres, de nouvelles victimes tombées dans la mendicité que l'Etat-providence ou les familles devraient aider. Cette paupérisation signi-

fie surtout que nous condamnons notre avenir collectif.

A cet égard, les réponses de la société française ne cessent d'être plus inquiétantes. L'absence d'avenir en France a ses conséquences électorales dont on ne peut pas la fin : la tentation de l'ailleurs se mesure aussi en politique.

Ces réponses sont également migratoires. Ce n'est pas l'exode fiscal, mais les perspectives de développement qui attirent ailleurs la partie la plus active de notre jeunesse. La brutalité métropolitaine en France est celle d'un pays sans avenir, où, par contre-coup, la culture du passé est elle aussi obliérée. La seule chose qui fédère la jeunesse qui tente l'aventure ailleurs, c'est que la France les ennuie. ■